

CONFÉRENCE DE PRESSE ANNUELLE DU 9 JANVIER 2020

Pierre-Yves Maillard, président de l'USS

La solidarité, condition de l'avenir des démocraties

2020 marque l'entrée dans une nouvelle décennie, et offre donc l'occasion de dresser un état des lieux. Un tour d'horizon sur notre environnement proche et plus lointain montre des perspectives économiques au mieux mitigées, à peine plus de dix ans après la dernière grave crise. La situation sociale se dégrade dans de nombreux pays, et parfois même le travail ne protège plus de la pauvreté ni de l'incertitude. Partout – et c'est évidemment lié –, la confiance dans les gouvernements, et plus largement dans les institutions, se dégrade, débouchant soit sur un repli individuel, soit sur l'adhésion à des solutions autoritaires ou identitaires. Le phénomène se développe à un point tel que les bases démocratiques de nombreuses régions du globe sont fragilisées.

La colère populaire qui s'exprime dans de nombreux pays et sur de nombreux sujets a des causes bien réelles. Les inégalités de revenus et de patrimoine se sont creusées très fortement au cours des trois dernières décennies. Il n'en va pas autrement, bien au contraire, depuis la crise de 2008 : l'accumulation du capital dans les mains de quelques-uns et sa thésaurisation dans les entreprises a pour effet une stagnation, en termes réels, du pouvoir d'achat de très larges parties de la population. Fort heureusement, en Suisse notamment, le travail des syndicats contre le dumping et en faveur de meilleures CCT a permis quelques succès, en particulier pour les salaires les plus bas. Il n'en demeure pas moins que de très nombreux travailleurs et travailleuses qui bossent dur n'ont pas de vraies perspectives d'amélioration de leurs conditions de vie.

Pour ne rien arranger, les mécanismes collectifs de solidarité ont eux aussi été attaqués sans relâche à des degrés divers. Les systèmes destinés à garantir un revenu aux personnes retraitées, aux travailleurs et travailleuses sans emploi, aux personnes en situation d'invalidité ont fait l'objet d'attaques plus ou moins frontales. En Suisse, plusieurs de ces tentatives ont pu être empêchées, principalement par le mouvement progressiste et avec les syndicats en position centrale. Mais dans de nombreux cas, comme celui de la prévoyance vieillesse, c'est aussi l'inaction – c'est-à-dire l'absence de développement de prestations en phase avec l'évolution du niveau des prix et des salaires – qui constitue une forme d'affaiblissement à petit feu, aux côtés de la baisse interminable des rentes du 2^e pilier. Résultat : les perspectives de retraite ne font que diminuer, et nous assistons, dans les faits, à une privatisation de la prévoyance, une privatisation qui coûte très cher aux classes populaires et aux classes moyennes.

La désolidarisation de la société prend aussi des formes insidieuses. Elle passe par la précarisation du travail, déguisée sous de supposés nouveaux fonctionnements liés au numérique, par l'externalisation, la sous-traitance de prestations, le recours croissant aux contrats temporaires. Elle passe par l'exigence d'une disponibilité accrue pour l'employeur. Hors du monde du travail, elle s'exprime aussi par des tendances à la ségrégation résidentielle, lorsque le prix des loyers du marché dans certaines zones urbaines ou suburbaines exclut de fait une réelle mixité.

Peut-on imaginer qu'une économie qui n'améliore pas, peu à peu, la situation de tous ceux qui participent à la création de richesses puisse fonctionner durablement sans provoquer de sentiment d'exclusion ou de révolte ? L'expérience nous apprend que non. Si la Suisse n'est pas la plus mal lotie, elle n'échappe pas à la montée d'une défiance vis-à-vis des autorités, et au sentiment que les différentes couches sociales vivent désormais des destins séparés. Résultat : l'impossibilité pour toute réforme et tout projet d'ampleur d'emporter l'adhésion d'une majorité, dans l'opinion comme en votation populaire.

Pour éviter d'entrer dans cette impasse, il faut que l'État retrouve son rôle de stratège et que de puissants mécanismes de solidarité se développent à nouveau. Ce n'est qu'à ce prix que nous recréerons l'unité et la cohésion nécessaires pour affronter les grands défis qui nous attendent, de la lutte contre le réchauffement climatique aux relations avec nos voisins. L'agenda social ambitieux que nous demandons n'est pas une idée abstraite : c'est la condition sine qua non pour que la Suisse puisse continuer à conduire des réformes, à s'inscrire dans des relations commerciales et diplomatiques apaisées avec ses partenaires, à affronter les nouveaux problèmes qui se posent à elle. Cette exigence sociale commence d'ailleurs à être comprise. En Allemagne, en Espagne ou au Portugal, d'importantes hausses du niveau des salaires ont été mises en œuvre ou annoncées sous l'impulsion des forces de gauche – et les primaires démocrates aux États-Unis incarnent elles aussi ce retour de la question sociale. Ailleurs, comme au Chili, en Pologne ou récemment au Royaume-Uni, ce sont des majorités de droite qui en viennent à procéder à de telles augmentations.

Le dossier de Daniel Lampart que nous publions aujourd'hui démontre, chiffres à l'appui, le besoin de renouveler les mécanismes de solidarité. Nous voulons, en 2020, fermer cette longue parenthèse néolibérale. Nous ne démarrons pas l'année en présentant une liste de demandes et de projets. Au contraire, nous avançons une grille d'analyse complète et cohérente, à l'aune de laquelle nous agissons sur les grands dossiers de l'année. De la prévoyance vieillesse au climat, de la question européenne à celle de l'emploi et des salaires, nous défendrons l'idée, simple mais efficace, qu'une relance concrète et forte de la solidarité et du progrès social est la condition nécessaire de tout projet d'avenir ambitieux.